

Extrait du *Démocratie & Socialisme*

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'extrême droite en Europe : entre fantasme et réalité

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mardi 18 février 2014

Démocratie & Socialisme

Nous reproduisons ici la chronique « Internationales » de notre ami Philippe Marlière, professeur de sciences politiques à University College de Londres. Cet article st paru dans le numéro de janvier de la revue Démocratie&Socialisme.

Au fur et à mesure que l'élection européenne va se rapprocher, les mises en garde vont redoubler d'intensité : l'extrême droite, « en ascendance partout en Europe » ferait peser une lourde et imminente menace sur l'avenir de l'Union européenne et de nos démocraties. Certains vont même jusqu'à prédire une majorité « brune-populiste-eurosceptique » au parlement européen en mai 2014 !

Weimar, encore et toujours

La machine à dramatiser l'élection est déjà en état de marche. Récemment, José Manuel Barroso, président de la Commission, Martin Schultz, président du parlement européen ou encore Enrico Letta, président du Conseil italien, ont estimé que l'extrême droite allait bénéficier pleinement de la situation de crise économique en Europe, et remporter des victoires décisives.

Les commentateurs qui prédisent une vague brune s'appuient sur deux arguments essentiels : d'une part, la crise économique bénéficierait en premier lieu à l'extrême droite. D'autre part, l'Union européenne est devenue tellement impopulaire auprès des peuples que l'extrême droite ne peut que rafler la mise. (Selon un sondage Eurobaromètre, seuls 30% d'Européens « soutiennent » l'Union européenne, contre 60% avant le commencement de la crise) L'idée selon laquelle la crise économique ne peut à terme que nourrir le vote fasciste, renvoie à la période de la république de Weimar (1918-1933) ; période de crise internationale (« Mardi noir » de Wall Street, le 29 octobre 1929), pendant laquelle le Parti national socialiste d'Adolf Hitler est parvenu démocratiquement au pouvoir.

Depuis l'effondrement bancaire de 2008, l'Europe traverse une autre crise, aussi durable et aux effets redoutables. Cependant, les Cassandres européens se gardent bien de dire que les gouvernements européens qu'ils soutiennent ont décidé de faire payer la gabegie financière des banquiers aux peuples, en imposant des politiques d'austérité sans équivalent dans l'histoire de l'après-guerre.

Crier au loup fasciste

Au prétexte que le Front national ou les nazis d'Aube dorée en Grèce ont atteint ces dernières années des scores jamais égalés auparavant, faut-il crier au loup fasciste ? Une analyse des résultats électoraux des partis d'extrême droite dans l'Europe des 28 doit inciter à la prudence. Si on observe le détail de ces résultats (reproduits sur les pages Wikipédia des partis en question), il apparait que sur la période 2005-2013, seuls 10 partis sur 28 ont accru leur nombre de voix, et 5 partis ont augmenté de plus de 5% leur score électoral. (Autriche, France, Grèce, Hongrie et Lettonie) Inversement, 9 de ces partis ont perdu des voix, avec une marge de plus de 5% pour 3 d'entre eux. (Belgique, Italie et Slovaquie)

Prenons en compte le fait que l'élection européenne - de « second ordre » aux yeux du public et sans incidence nationale directe - favorise le vote en faveur des formations d'opposition et contestataires. (Selon des sondages récents, il est possible d'envisager une victoire du FN en France) En dépit de cela, on ne peut pour autant s'attendre à une percée significative de l'extrême droite en mai prochain, encore moins à une victoire de ces formations dans divers pays européens. Dans un scrutin à la représentation proportionnelle, le nombre de sièges à pourvoir va de 6

(au Luxembourg) à 97 (en Allemagne). Dans les pays où il y a moins de 20 sièges à pourvoir, un seuil de 5% doit être atteint pour espérer avoir un(e) élu(e), ce qui empêchera l'élection d'eurodéputés d'extrême droite dans la plupart des pays.

Sur cette base, Cass Mudde, un chercheur spécialiste de l'extrême droite en Europe, a récemment calculé que seuls 12 partis d'extrême droite sur 28 aurait une représentation, ce qui permettrait d'élire 34 eurodéputés au total. C'est beaucoup trop certes, mais ces élus ne pèsent que 4% de l'ensemble du parlement, ce qui est peu. Sur la base des estimations les plus favorables (qui doivent donc être confirmées dans les urnes) - avec le FN en France à 20-24%, le Parti pour la liberté (PVV) à 12-15% aux Pays Bas et UKIP au Royaume Uni à 12-15%, l'extrême droite remporterait 50 sièges, soit 6,5% du total des sièges au parlement.

Notons par ailleurs que ces formations d'extrême droite sont idéologiquement et politiquement très hétérogènes. La formation d'un groupe parlementaire regroupant l'ensemble de ces élu(e)s ne va de soi, et ne se réalisera pas. Certains partis ne sont pas, historiquement et culturellement, des partis d'« extrême droite », mais doivent être rattachés à la nébuleuse « populiste » et « eurosceptique ». (Le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo, l'Alternative pour l'Allemagne, les Vrais Finlandais ou encore UKIP) Remarquons que le BNP et la English Defence League, authentiques formations d'extrême droite, sont des formations totalement marginales au Royaume Uni. Dans ce pays, le gouvernement mène pourtant des politiques d'austérité très dures et les débats médiatiques se focalisent sur les questions d'immigration.

Un combat opportuniste

La France (et l'Europe) n'est pas aujourd'hui à la veille d'un nouveau 1933. (Accession d'Hitler à la Chancellerie) Dire cela n'est en rien minimiser la gravité de la situation en ce qui concerne l'extrême droite. Le FN français, relooké par Marine Le Pen, reste un parti d'extrême droite dans sa culture et son orientation politique. Ce parti ne faiblit pas, et grâce à l'inanité des gouvernements de gauche et de droite, possède de beaux jours devant lui. Et pourtant, en dépit d'une crise persistante, de politiques d'austérités qui font baisser le niveau de vie des classes populaires et moyennes, du chômage et de la détérioration progressive des services publics, le FN n'est toujours pas aux portes du pouvoir. Il en est même aussi éloigné que Le Pen père qui élimina au soir du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, le candidat du PS dont le programme « n'était pas socialiste ».

Puisque la corrélation entre crise économique et montée irrésistible de l'extrême droite n'est pas établie, il faut donc se demander pourquoi les dirigeants politiques du « cercle de la raison économique » agitent le chiffon brun. Pourquoi, ainsi, Manuel Valls, après avoir stigmatisé la population Rom et être resté silencieux lorsque Christiane Taubira a été victime d'agressions racistes, choisit-il aujourd'hui de combattre, à grands renforts médiatiques, l'antisémite Dieudonné ? Parce que le pseudo-humoriste constitue aujourd'hui un ennemi politiquement utile : en exagérant la menace d'un danger fasciste en France, ce ministre espère évacuer des débats le bilan social et économique du gouvernement socialiste.

Une fois encore, il n'est pas question de minimiser la réalité du racisme et de l'antisémitisme qui gangrène des secteurs de la population française. Il convient de montrer que les motivations du pouvoir sont peu avouables et opportunistes lorsqu'il s'agit de combattre le racisme dans tous ses états.

Les gouvernements européens de centre gauche et de centre droit jouent avec le feu. L'incendie n'est pas encore déclaré. Mais pour combien de temps encore ?